

## Avant-propos

Gilles Breton

---

Volume 24, numéro 3, 1993

Mondialisation et mutations politiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703205ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703205ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer cet article

Breton, G. (1993). Avant-propos. *Études internationales*, 24(3), 493–495.  
<https://doi.org/10.7202/703205ar>

## Avant-propos

En intitulant ce numéro spécial d'*Études internationales* «Mondialisation et Mutations politiques» nous avons effectué un choix qui, pour clair et simple qu'il apparaisse, peut revêtir plusieurs significations. Certains y verront une tentative à peine voilée de faire des processus de la mondialisation et de la globalisation «la» nouvelle variable explicative, celle qui peut permettre de comprendre et d'expliquer l'ensemble des transformations aujourd'hui observables dans les sociétés nationales et les systèmes internationaux. En somme, se cacherait sous ce titre en apparence anodin une proposition analytique voulant faire de la mondialisation le nouveau «*deus ex machina*» de l'explication sociologique. Tel n'est pas le projet des auteurs réunis ici d'ajouter à une liste déjà trop bien encombrée, une nouvelle explication monocausale, donc un nouveau dogmatisme, comme mode d'analyse privilégié de l'état actuel de la planète.

D'autres verront dans ce titre ce que nous estimons qu'il convient d'y voir : une analyse des mutations des sociétés tenant compte de l'impact de la mondialisation sur les relations de l'État avec la société civile et les autres États et qui n'exclut pas que les processus de mondialisation et de globalisation puissent aboutir à une remise en question de cette conception traditionnelle de la société définie comme un ensemble de rapports sociaux territorialement circonscrits par des frontières nationales.

L'effervescence et l'ouverture intellectuelle dont témoignent les discussions, les réflexions, les travaux récents recherchant l'impact de ces processus sur l'État, le système interétatique, l'économie, la culture et plus globalement sur l'identité même des sociétés nationales, sont autant d'éléments qui rendent désormais possible la parution d'un numéro spécial d'*Études internationales* sur ce thème.

Les sciences sociales et humaines, et plus particulièrement la science politique, ont été ces dernières années le lieu d'un renouvellement et d'un foisonnement de problématiques et de propositions théoriques et analytiques traitant des enjeux inédits et des problèmes nouveaux que ne manquent pas de laisser dans leur sillon les processus de globalisation et de mondialisation.

De plus en plus de chercheurs et d'intellectuels provenant d'horizons disciplinaires aussi variés que le droit, la science politique, la sociologie, l'économique, l'anthropologie, la géographie, n'hésitent plus à analyser nos sociétés à partir de l'hypothèse que pour pouvoir comprendre ces dernières ainsi que les mutations qui les traversent, il importe de repenser les notions d'interne et d'externe ainsi que la place centrale qui a toujours été dévolue au niveau national et, à cette fin, intégrer et prendre en compte d'une manière nouvelle la réalité et la dynamique des processus de mondialisation – globalisation dans nos analyses.

Tel est précisément le fil conducteur de ce numéro spécial d'*Études internationales*. À la fois produit et participant de cette effervescence et cette ouverture intellectuelle, nous estimons que la compréhension des mutations politiques actuelles nécessite de prendre en compte la place et l'importance du processus de la globalisation, de ce que J. Rosenau identifie dans son texte, comme étant cette « nouvelle réalité qui est en train d'amener l'humanité au-delà des préoccupations territoriales et des arrangements traditionnels du système interétatique ».

Pour ce faire, la remise en question des frontières traditionnelles de nos disciplines et de la division traditionnelle du travail qu'on y retrouve, s'impose tout autant que l'élargissement et le renouvellement des questions à formuler et des acteurs à prendre en considération. À cet égard, force est de constater que l'ensemble des articles composant ce numéro s'inscrit dans ce travail de renouvellement de la science politique. Ainsi des trois articles à caractère théorique, ceux de J. Rosenau, L. Bélanger et de G. Breton abordent dans cette perspective d'ouverture sur le nouveau et, chacun à sa façon, l'examen du processus de la globalisation. J. Rosenau en approfondissant sa démarche de renouvellement de l'analyse des Relations Internationales par une proposition de définition et de conceptualisation plus spécifique du processus de la globalisation, L. Bélanger en proposant une approche paradigmatique et institutionnelle inédite des relations internationales centrées sur la notion de mimétisme interétatique, et G. Breton en tentant de montrer que la globalisation remet en question la division du travail classique chère aux politistes entre les internistes et les spécialistes des relations internationales et vient de la sorte, bousculer l'imaginaire théorique qui est au centre de cette discipline.

De leur côté les textes de S. Tarrow, G. Ross et W. Coleman montrent que le nombre d'acteurs présents sur la scène internationale s'est élargi de manière importante et que les États-nations n'en sont plus les seuls protagonistes. C'est ce que nous expliquent S. Tarrow et W. Coleman avec leurs études respectives des nouvelles formes d'action collective ainsi que de l'action des groupes d'intérêt et de pression à l'heure de la globalisation. Par ailleurs, G. Ross en proposant de travailler avec le concept de structure d'opportunité politique pour analyser le processus de construction européenne, nous indique une piste de recherche qui s'ouvre sur un dépassement des seules approches interétatiques. Enfin, C. Deblock et D. Brunelle, montrent par une étude approfondie de

l'Entente de libre-échange nord-américain que la mondialisation de l'activité économique contraint les États à développer de nouvelles stratégies et politiques, qui obligent à une redéfinition des notions d'intégration et de blocs continentaux.

Ce numéro spécial n'est pas pour autant à voix unique. Les points de vue et problématiques proposés sont divers, diversifiés, ouverts, complémentaires et, à l'occasion en opposition même. C'est un choix conscient, voulu et assumé qui repose pour l'essentiel sur deux motifs principaux. D'une part, nous ne voyons pas comment l'on pourrait rendre compte des mutations actuelles de l'espace politique global à partir d'une démarche explicative unique. Nous estimons qu'il est à la fois trop tôt et de toutes façons non souhaitable de réduire à une seule perspective théorique l'examen de la globalisation et de son impact sur les mutations politiques actuellement en cours. Parce que nous estimons être dans une conjoncture intellectuelle d'identification des problèmes, nous avons opté pour une publication qui suggère et ouvre sur un plus grand nombre d'approches et de questions et enjeux à étudier.

Une dernière précision s'impose: ce numéro spécial est le résultat des travaux du colloque Mondialisation et Mutations politiques, tenu à Montréal au printemps 1992, sous les auspices de la Société québécoise de science politique. Tous les textes publiés dans ce numéro y ont été présentés et débattus et ne constituent qu'une partie de l'ensemble des communications soumises et proposées à la discussion. Nous tenons à remercier tous ceux et celles qui ont participé et contribué à ce colloque et qui, ce faisant, ont rendu possible la parution de ce numéro spécial d'*Études Internationales*.

Gilles BRETON